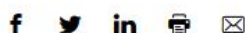


À son tour, l'État rappelé à ses engagements



À son tour, l'État rappelé à ses engagements

Nos dernières vidéos



Economie, Aveyron

l'essentiel ▾

L'avenir de l'entreprise était à nouveau sur le devant de la scène hier avec une question du député Arnaud Viala au ministre de l'Économie Bruno Le Maire quant au retour d'une enquête, centrale pour l'avenir du diesel dans l'entreprise, et attendue depuis fin 2019.

L'éligibilité de ces moteurs à la vignette Crit'air 1 est une pierre d'achoppement incontournable. Alors que Bosch et tous les acteurs s'accordent à considérer que leurs critères scientifiques et techniques et les données des constructeurs concluent à cette éligibilité, vous la refusez, et avez fait le choix d'objectiver ce choix par une étude indépendante. Les résultats de cette étude, que vous aviez annoncée comme "rapide" devaient être restitués fin 2019. Nous sommes fin novembre 2020 et ils ne sont toujours pas disponibles".

"Fermeture sèche du site"

Par le biais d'une question écrite remise hier au ministre de l'Économie Bruno Le Maire, le député Arnaud Viala a souhaité rappeler au gouvernement combien l'urgence était de mise pour les 1 350 salariés du site, leurs familles, les sous-traitants et le territoire tout entier. *"Des milliers d'emplois, en Aveyron notamment, sont menacés à très brève échéance par un groupe qui utilise le refus de clarté du Gouvernement sur cette question pour légitimer ses décisions de repli, et à courte échéance comme l'a évoqué cette semaine son dirigeant allemand, l'hypothèse d'une fermeture sèche du site"*, poursuit Arnaud Viala qui en appelle à une conclusion rapide de l'étude censée évaluer les critères scientifiques et techniques des moteurs pour accéder aux exigences de la vignette Crit'air 1.

La piste de la fermeture du site a été évoquée au début du mois, dans le cadre de deux réunions du Comité social et économique les 5 et 10 novembre. Elles ont suscité une forte inquiétude chez les syndicats, Sud notamment, qui affirme qu'a été évoquée *"une réflexion sur l'éventualité d'une fermeture définitive du site ruthénois. Elle émane des dirigeants allemands, nous confiait alors Cédric Belledent, élu de ce syndicat aux deux CSE. La direction française du groupe aurait mis son veto mais on a appris que des décisions concernant notre site devraient être prises mi-2021. Notre inquiétude est réelle étant donné que le mot fermeture n'avait jamais été prononcé auparavant"*.

Bruno Le Maire : "Bosch doit tenir ses engagements"

Mercredi 18 novembre, Bruno Le Maire, sollicité par le sénateur Jean-Claude Anglars, affirmait : *"Bosch a pris des engagements sur le maintien de l'emploi à Rodez, sur la modernisation, et sur la diversification de la production. Bosch doit tenir ses engagements, nous y veillerons"*.

La brûlante question de l'avenir du site a par ailleurs été un sujet de tensions le 17 novembre entre le maire de Rodez Christian Teyssède et la présidente de région Carole Delga, le premier reprochant notamment à la seconde de n'avoir pas suivi les suggestions de l'agglomération (*"demander à Bosch de faire d'autres investissements, dans d'autres filières que le diesel"*) pour décider de tourner l'entreprise vers l'aéronautique.

Alors que le temps joue en défaveur du site castonétois, les élus, en Aveyron et à l'échelle de la Région, se mobilisent, ce qui a le mérite de remettre l'usine Bosch sur le devant de la scène. Il y a urgence.



xavier buisson